



La BRED accompagne les entreprises dans leurs stratégies de placements et d'investissements dans un contexte économique perturbé."

ÉRIC MONTAGNE, DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

**L**aisser du temps au temps, c'est en ces termes que se pose maintenant l'ajustement des taux pour les banques centrales, BCE<sup>(1)</sup> ou FED<sup>(1)</sup>, en gardant en vue l'objectif qui leur est confié de maintenir une inflation à un taux cible de 2%.

En zone euro, la France fait figure de bon élève, avec une inflation en deçà de 5% (4,8% en août<sup>(2)</sup>) mais qui ne conduira pas à une prochaine baisse des taux. Les messages des banques centrales vont dans le sens contraire, avec des hausses plus modérées.

Cette hausse graduelle des taux a des conséquences pour tous les acteurs de l'économie. En premier lieu l'État, sortant d'une période de soutien massif à l'économie, doit maintenant faire face à des charges d'intérêts plus importantes.

Les ménages voient leur projet immobilier transformé. La hausse du coût du crédit appelle à un arbitrage sur la surface habitable, si le prix au mètre carré ne baisse pas.

Quant aux entreprises, après un rebond de l'investissement remarquable en 2021-2022, à respectivement 9,8% et 3,8%<sup>(3)</sup>, la hausse des taux, le prix des matières et les revalorisations salariales réalisées, vont introduire une période de plus faibles investissements, avec 2,8% attendus pour 2023<sup>(4)</sup>.

Cependant, la remontée des taux encourage à la recomposition de l'épargne pour les ménages et à l'optimisation de la trésorerie pour les entreprises, sans pour autant se priver de sa capacité d'emprunt. Votre responsable commercial est à votre disposition pour étudier avec vous la solution de placement la mieux adaptée à la durée souhaitée.

(1) banque centrale européenne / Banque centrale des États-Unis (2) source Insee « Informations rapides n°218 du 31/08/2023 »  
(3) source XERFI-Previsis n°285 (4) source Insee MAJ 07/09/2023

### Projet de loi

## L'ACCORD NATIONAL INTERPROFESSIONNEL RENFORCÉ POUR LES TPE/PME



L'ANI (**A**ccord **N**ational **I**nterprofessionnel) devrait être renforcé dans le cadre des mesures de protection du pouvoir d'achat.

Le projet de loi adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 29 juin 2023, et sous

réserve d'adoption de la loi par le Sénat, transpose l'accord conclu en février 2023 entre les syndicats et le patronat.

Cet accord vise à mieux associer les salariés aux performances des entreprises, notamment dans les TPE/PME.

La principale mesure (si la loi est adoptée par le Sénat) rendra obligatoire, pour les entreprises de 11 à 49 salariés, la mise en place d'un dispositif légal de partage de la valeur, au choix : **intéressement**, **abondement au PEE ou PERCOL**, **participation**, **prime de partage de la valeur\***.

Notre filiale Natixis Interépargne, leader sur le marché de l'**épargne salariale**, met dès maintenant tout en œuvre pour vous accompagner dans la mise en place de ces nouveaux dispositifs qui seraient rendus obligatoires dès le 1<sup>er</sup> janvier 2024\*.

\* sous réserve d'adoption par le Sénat et parution des décrets d'application à suivre.

## La facture électronique

# UNE OPPORTUNITÉ PLUS QU'UNE CONTRAINTE !



Initialement prévue au 1<sup>er</sup> juillet 2024, l'obligation pour les entreprises d'émettre et de recevoir des

factures électroniques a été reportée par le gouvernement, qui a souhaité leur laisser plus de temps pour s'y préparer.

La réforme, présentée dans le cadre de la loi de finance 2024, sera l'opportunité pour nos entreprises de :

- digitaliser et automatiser le traitement de l'ensemble de leurs factures,
- réduire les délais de règlement,
- réduire les coûts et les risques d'erreurs.

**La BRED est à vos côtés pour vous accompagner dans sa mise en œuvre.**

**PRENEZ CONTACT AVEC VOTRE RESPONSABLE COMMERCIAL DÈS À PRÉSENT\*.**

\* appel local non surtaxé, coût selon votre opérateur

## Indicateurs économiques

# SCÉNARIO MACROÉCONOMIQUE POUR LA FRANCE À L'HORIZON 2024

	2021	2022	2023 (p)	2024 (p)
PIB	6,4%	2,5%	0,7%	0,6%
Consommation	5,2%	2,2%	-0,2%	1,1%
Investissements	10,2%	2,3%	0,7%	-0,9%
<i>Dont Invest Entreprises</i>	9,8%	3,8%	2,8%	0,2%
Construction	12,3%	0,0%	-2,9%	-1,9%
Inflation	1,6%	5,3%	5%	2,6%

Source XERFI-Insee MAJ du 07-09-2023

## Événements

# JOURNÉES DÉDIÉES AUX TRÉSORIFIERS D'ENTREPRISE

**afte** | Association Française des Trésoriers d'Entreprise

Pour la 40<sup>e</sup> édition des journées de l'AFTE, nos équipes commerciales et nos experts vous donnent rendez-vous les **14 et 15 novembre 2023** au Palais Brongniart, **stand 39**, afin d'étudier vos projets et vous apporter des solutions concrètes et personnalisées.

**POUR PLUS D'INFORMATION, RENDEZ-VOUS SUR LE SITE : [www.afte.com](http://www.afte.com)**

# RENDEZ-VOUS AU DEEPTech CONNECT

**+X NEXTINNOV** **deeptech connect** STARTUPS

La BRED sera présente au DeepTech Connect le **14 novembre 2023 au Carreau du Temple**, organisé par le réseau des Sociétés d'accélération du transfert de technologies (SATT)\*.

Pour plus d'informations rendez-vous sur le site : **[www.deeptechconnect.fr](http://www.deeptechconnect.fr)**

\* Réparties sur tout le territoire métropolitain, les 13 SATT ont été créées dans le cadre du programme des investissements d'avenir de l'État. Elles financent le développement technologique des innovations issues de la recherche publique française grâce à des fonds d'investissement, dans de nombreux domaines scientifiques.

## GAGNEZ EN AUTONOMIE ET EN SÉCURITÉ !



Passez à la gestion de vos comptes en ligne grâce à **BREDConnect®\*\***

**BRED +X**  
**BANQUE POPULAIRE**

**RESTONS CONNECTÉS !**



**BRED.FR - ESPACE ENTREPRISES \*\***

\*\* Pour disposer de ce service, vous devez être abonné au service de banque à distance de la BRED. Les coûts de connexion à notre site Internet [www.bred.fr](http://www.bred.fr) sont ceux fixés par votre opérateur.

Document à caractère publicitaire et sans valeur contractuelle.

**BRED Banque Populaire** – Société anonyme coopérative de Banque Populaire régie par les articles L 512-2 et suivants du code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux banques populaires et aux établissements de crédit au capital de 1 893 934 238,40 euros – 552 091 795 RCS Paris – Siège social : 18, quai de la Rapée - 75604 PARIS Cedex 12 – Ident.TVA FR 09 552 091 795 – Intermédiaire en assurances immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 003 608. Impression : IDC, 59910 Bondueux.

